

## CE MONDE QUI BOUGE

## L'axe du mal n'est plus ce qu'il était

C'est sous cette expression que George Bush désignait en janvier 2002 les «ennemis» des Etats-Unis, principalement l'Irak de Saddam, l'Iran et la Corée du Nord, tous trois accusés de soutenir le terrorisme, Ben Laden, et d'être derrière l'attentat du World Trade Center en septembre 2001 ! Comme on le sait, aucun de ces trois pays n'avait de rapport avec Ben Laden, surtout pas l'Irak de Saddam, pays que le chef d'AlQaïda voulait combattre en 1990 lors de la première guerre du Golfe.

Mais depuis, les choses ont évolué. C'est que l'accord sur le nucléaire iranien et l'accélération de l'évolution de la situation au Proche-Orient depuis l'intervention russe en Syrie, ont abouti à ce résultat sur lequel personne, il y a un an, n'aurait pris le risque de parier le moindre dollar : l'Iran, pays jugé dangereux pour la paix dans cette région du monde, ne fait plus partie de l'axe du mal. Il est devenu plus que fréquentable depuis l'accord conclu sur le nucléaire à Vienne en Autriche. Ainsi, voilà le pays de la pistache – le premier producteur et exportateur mondial – et du fameux tapis persan en fil de soie, associé de fait à la lutte contre Daesh et qualifié par ceux qui le vouaient aux gémonies, de force de stabilité régionale. Et ce, malgré les efforts de la diplomatie française conduite par Laurent Fabius (voir à ce propos l'éditorial du *Monde Diplomatique* du mois de novembre), les pressions de Benyamin Netanyahu et du lobby pro-israélien aux Etats-Unis et celles des monarchies du Golfe, pour faire capoter l'accord sur le nucléaire iranien.

Certes l'Iran n'est pas un pays démocratique, mais ce n'est pas, loin s'en faut, l'Arabie Saoudite. Malgré les sanctions internationales, aggravées par la rhétorique provocatrice de l'ex-Président Ahmadinejad qui ne manquait jamais une occasion de fustiger Israël, lui promettant de le raser de la carte alors que chacun savait qu'il n'en avait pas les moyens, le pays a pu éviter la catastrophe. Et il le doit à ses élites et à sa formidable société civile qui, malgré des conditions répressives révoltantes – manifestations de jeunes réprimées, arrestations et atteintes à la liberté de la presse – et le poids du religieux, n'ont pas abdicué. En témoigne la vitalité de la vie intellectuelle et culturelle, notamment son cinéma bien sûr, mais aussi le fait que le persan serait devenu la troisième langue la plus utilisée après l'anglais et le chinois sur internet. Et bien que l'économie iranienne reste dépendante du pétrole, qui représente 60% des recettes en devises du pays, il n'en reste pas moins que l'Iran, malgré les sanctions internationales, a développé sa filière nucléaire, atteint dès 2007 une autosuffisance alimentaire en matière de production de blé (c'est aujourd'hui le douzième producteur mondial) et est en train de relancer son appareil industriel, notamment la construction automobile.

Toutefois, une fois les sanctions internationales totalement levées, ce qui ne saurait tarder, les clivages au sein de la société iranienne entre conservateurs et réformateurs vont s'accroître. L'aspiration à la modernité et au progrès, qui traverse actuellement cette société iranienne – toutes ces jeunes femmes qui se couvrent à peine la tête avec le foulard sont révélatrices des évolutions de cette société – fait que le régime iranien sera rapidement confronté à des défis que la dégradation de l'environnement régional aura du mal à masquer. La répression et l'étouffement des libertés ayant montré leurs limites – cela s'était bien vu sous le pouvoir d'Ahmadinejad – le régime devra vite opérer des choix douloureux : régler les problèmes sociaux, règlement sans cesse différé sous prétexte d'embargo et de sanctions occidentales, lâcher du lest en matière de libertés ou recourir aux mesures répressives au risque de faire face à de nouvelles protestations populaires et sociales autrement plus importantes que celles auxquelles avait été confronté le gouvernement d'Ahmadinejad.

H. Z.



Par Hassane Zerrouky

## 200 000 DEMANDES ONT ÉTÉ ENREGISTRÉES

## Départs massifs à la retraite

**Près d'un mois après, le flou total entoure la déclaration faite par le Premier ministre en date du 14 octobre dernier au sujet de la suppression de la retraite anticipée. C'était devant les participants aux travaux de la 18<sup>e</sup> tripartite, qui a eu lieu dans la wilaya de Biskra. Pendant ce temps, et en l'absence d'une information officielle, on apprend que près de 200 000 personnes sont à l'affût de la moindre réaction pour procéder au dépôt de leurs dossiers de retraite.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Suppression ou pas de la retraite anticipée ? Le départ en retraite dans le cadre de l'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997, en l'occurrence le départ à la retraite sans condition d'âge ou la proportionnelle est-il aussi concerné par la déclaration faite par Abdelmalek Sellal ? «C'est le flou total», commente-t-on du côté de la Centrale syndicale. Même son de cloche chez les syndicalistes de la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR), affiliée à l'UGTA.

«Rien d'officiel n'est porté à notre connaissance», nous apprend le secrétaire général de ladite fédération, M. Smaïl Boukhris. Ce dernier nous dira par ailleurs, que «le dernier discours prononcé par le secrétaire général de la Centrale syndicale M. Abdelmadjid Sidi-Saïd sur la question de retraite, devant les secrétaires généraux des fédérations et des Unions de wilaya le 5 novembre dernier constitue notre position de principe».

Lors de cette rencontre, le premier responsable de l'UGTA a soulevé la problématique de la retraite en déclarant, que «rien de concret n'a été porté à la connaissance de la Centrale syndicale par le gouvernement». Toutefois, Sidi-Saïd a plaidé «pour l'engagement d'une réflexion sur le devenir du système de retraite dans notre pays, en consolidant davantage les moyens de sa pérennité».

En d'autres termes, le 5 novembre dernier, le secrétaire général de l'UGTA a évité d'exprimer définitivement la moindre position de son organisation sur la question, préférant sans aucun doute voir «le gouvernement s'expliquer davantage», d'autant qu'entre le chef de l'exécutif et son ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, un cafouillage a vu le jour sur la question.

## En attendant la réunion de la CEF de la FNTR

La position de la Centrale syndicale sur une éventuelle révision des différentes dispositions régissant le départ à la retraite ne sera connue qu'au lendemain de la réunion de la

commission exécutive fédérale (CEF) de la FNTR.

La tenue des travaux de cette dernière est annoncée pour fin décembre prochain. Une réunion dont l'ouverture des travaux sera assurée par Abdelmadjid Sidi-Saïd, en sa qualité de premier responsable de la Centrale syndicale.

Lors de cette rencontre, il est attendu à la fois un «important» discours de Sidi-Saïd, mais aussi un hommage qui sera rendu par les syndicalistes de la FNTR aux défunts secrétaires généraux de la fédération des retraités, en l'occurrence M<sup>rs</sup> Smaïl Alaouchiche et Ahmed Gadiiri. Mais, il n'en demeure que cette instance organique de la Fédération nationale des retraités aura à exprimer son point de vue sur la question.

Lors des travaux de la dernière session de la CEF, les syndicalistes de la FNTR avaient débattu de la problématique de retraite, en plaçant lors des différentes interventions «pour la pérennité de la CNR et une meilleure prise en charge des doléances des retraités».

La position qu'aura à adopter la FNTR dans la résolution finale des travaux de la CEF tracera en définitive les contours des «réformes» et autres «révisions» des dispositions régissant le départ à la retraite. Il est évident aussi, que de par la présidence assurée par l'un de ses secrétaires nationaux du conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite (CNR), l'UGTA devait en tirer profit et disposer de suffisamment d'informations pour cerner les enjeux de cette «réforme». Sur un autre plan, il est important de noter qu'au jour d'aujourd'hui, «ni commission et ni groupe de travail» n'ont été mis en place par les initiateurs de cette «révision».

## Suppression de la retraite anticipée et sans condition d'âge ?

Selon des sources sûres, les premiers «aménagements» que le gouvernement veut introduire dans le cadre de la révision des dispositions régissant le départ à la retraite ciblent notamment la retraite anticipée et



Photo : Samir Sid

## Sidi Saïd plaide pour l'engagement d'une réflexion sur le devenir du système de retraite.

la retraite sans condition d'âge.

D'après nos sources, l'idée de la suppression de ces deux dispositions pourrait intervenir au premier trimestre de l'année 2016, soit à deux mois de la revalorisation annuelle des pensions de retraite. Ainsi, une fois, ces deux dispositions abrogées, le gouvernement par le biais de son département du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale passera à la seconde étape, soit l'installation de la commission nationale de la révision du système de retraite. Une «révision» qui inclura également une éventuelle «refondation» du système de la Sécurité sociale, dont les conséquences ont «causé un préjudice sans précédent à la caisse de retraite». «Avant d'engager la moindre réforme sur la question, il est primordial, voire indispensable de procéder à une évaluation de tout ce qui a été fait jusqu'au jour d'aujourd'hui.

Une évaluation de la situation actuelle du système de la Sécurité sociale dans notre pays est un passage obligé avant l'entame d'une quelconque réforme», nous a confié un spécialiste de la question sociale.

Il est important de rappeler que les différentes dispositions mises en place pour le départ à la retraite ont vu le jour au lendemain des accords conclus entre le gouvernement algérien et le Fonds monétaire international et la Banque mondiale dans le cadre du Plan d'ajustement structurel (PAS).

Ainsi, la retraite anticipée a vu le jour par le décret 94-10 du 26 mai 1994, qui stipule que l'intéressé doit avoir au minimum 50 ans d'âge (45 ans pour les femmes) et réunir un minimum de 20 ans d'activité.

Quant à l'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997, elle avait pour objectifs l'assou-

plissement des conditions d'octroi de la retraite. Il s'agit de la retraite sans condition d'âge, qui stipule que le travailleur salarié doit accomplir une durée de travail effectif ayant donné lieu à 32 ans de cotisations au moins, alors que la retraite proportionnelle stipule que le travailleur salarié doit réunir une durée de travail effectif ayant donné lieu à versement de cotisations sur 20 ans au moins.

Rappelons que l'admission à la retraite proportionnelle ou sans condition d'âge n'intervient qu'à la demande express de l'intéressé. La phrase lâchée le 14 octobre dernier par le Premier ministre à Biskra a suscité des interrogations dans le monde du travail, notamment ceux comptant partir à la retraite dans le cadre de ces dispositions, mais qui ne semblent pas réunir dans l'immédiat les conditions exigées par la loi.

C'est ainsi qu'on indique de source sûre, qu'ils sont près de 200 000 personnes à avoir retiré auprès des agences de la CNR des formulaires de départ à la retraite. Lors de sa dernière sortie médiatique, le directeur général de la Caisse nationale de retraite, M. Melouka avait déclaré que pour le moment, l'organisme qu'il dirige «n'a pas été instruit pour revoir l'âge de départ à la retraite. Il reste à 60 ans, tout comme seront maintenues la retraite anticipée, celle sans conditions d'âge (32 ans de service) et enfin la retraite proportionnelle».

Il a, par ailleurs, soutenu que «le système de retraite en Algérie est l'un des meilleurs au monde. En ce sens que l'assiette de calcul de la retraite se fait sur les 5 années, voire sur les 5 meilleures années de salaires». Il ajoutera qu'aucun retraité classique ne perçoit en deçà du SNMG.

A. B.